

23 Things They Don't Tell You About Capitalism

by Ha-Joon Chang · Language: FR

Summary by booksummaryai.com —

<https://booksummaryai.com/country/fr/23-things-they-don-t-tell-you-about-capitalism-resume>

Summary

En 60 secondes

Ha-Joon Chang prend 23 choses que « tout le monde sait » sur le capitalisme et les démonte une à une. Les marchés libres n'existent pas, les pays riches se sont enrichis en enfreignant les règles qu'ils prêchent aujourd'hui, et les actionnaires font de terribles propriétaires. La machine à laver a compté plus qu'Internet, et le krach de 2008 a prouvé que laisser les marchés à eux-mêmes mène au désastre. Sa solution : un capitalisme avec plus de contrôle gouvernemental, pas moins.

Pourquoi le lire

Écrit juste après la crise financière de 2008, ce livre vous donne les arguments pour contester chaque lieu commun du libre marché que vous entendez aux dîners. Il s'adresse à quiconque soupçonne que les règles économiques sont truquées sans savoir l'articuler. Chang écrit pour le grand public, usant d'exemples vivants tirés de la Corée du Sud, des États-Unis et de la Grande-Bretagne pour faire de l'économie une histoire, pas un devoir.

Les idées clés

Il n'existe pas de marché libre

L'esclavage fut longtemps une transaction de marché parfaitement légale, jusqu'à ce que l'abolition y mette fin. Le travail des enfants s'achetait et se vendait librement avant que des lois ne l'interdisent. Aujourd'hui, vous ne pouvez légalement vendre vos organes, quelle que soit la bonne volonté des deux parties. Chacune de ces limites a été tracée par la politique, non par l'économie.

Tout marché est une construction politique. La question n'est jamais « marché libre ou pas de marché », mais « qui trace les frontières, et où ». Une fois que vous le voyez, l'expression « solution par le marché libre » perd son sens, car toute solution implique des choix politiques sur ce qui peut s'acheter, se vendre, et à quel coût humain.

À essayer: La prochaine fois que quelqu'un vous dit « laissez le marché décider », demandez-lui : quel marché, avec quelles règles, tracées par qui ?

Les entreprises ne devraient pas être gérées dans l'intérêt de leurs propriétaires

En 1914, Henry Ford a plus que doublé les salaires de ses ouvriers, les portant à 5 dollars par jour. Non pas par charité : il a compris que des ouvriers bien payés pouvaient devenir des clients pour sa Ford T. Le résultat fut des licenciements massifs et une réduction de l'investissement à long terme. Pendant ce temps, les entreprises japonaises de l'après-guerre privilégiaient les salariés et la croissance à long terme plutôt que les rendements pour les actionnaires, et cela a contribué à alimenter la rapide ascension économique du Japon.

Les actionnaires sont les parties prenantes les plus mobiles de toute entreprise. Ils peuvent vendre leurs actions instantanément, donc ils ont le moins d'attachement à sa santé à long terme. Gérer une entreprise pour eux produit du court-termisme, du sous-investissement et des salaires plus bas, ce qui finit par nuire à toute l'économie. Les entreprises devraient être gérées pour toutes les parties prenantes : les travailleurs, les communautés, et oui, les actionnaires aussi, mais pas les actionnaires seuls.

À essayer: Vérifiez si votre fonds de pension investit dans des entreprises connues pour leurs licenciements et leurs rachats d'actions, et posez des questions à la prochaine assemblée des actionnaires.

La plupart des habitants des pays riches sont payés plus qu'ils ne devraient l'être

Un chauffeur de bus en Suède gagne environ 50 fois ce que gagne un chauffeur de bus en Inde. Leur productivité est similaire : le même bus, le même trajet, la même conduite. Un travailleur bangladais aux compétences identiques gagne bien moins, uniquement à cause de l'endroit où il est né.

Les salaires dans les pays riches ne sont pas simplement la récompense d'une plus grande productivité. Ils sont protégés par les frontières. Les restrictions à l'immigration sont elles-mêmes une intervention sur le marché, la chose même que les défenseurs du marché libre prétendent combattre. Une fois que vous l'admettez, la position morale de « nous gagnons ce que nous méritons » s'effondre, et les débats sur l'inégalité mondiale prennent un tout autre visage.

À essayer: Comparez votre salaire à celui de quelqu'un qui exerce le même métier dans un pays plus pauvre, et demandez-vous ce qui explique réellement la différence.

La machine à laver a changé le monde plus que l'internet

Cette machine, avec d'autres appareils ménagers, a libéré les femmes du travail manuel et permis leur entrée massive dans la population active, contribuant à doubler la participation des femmes à la vie professionnelle et transformant les rôles de genre et la vie familiale. L'internet a changé notre accès à l'information et nos façons de communiquer, mais il n'a pas remodelé la structure de la vie quotidienne et du travail de façon aussi profonde.

Nous classons les innovations selon leur nouveauté, non selon leur impact. La machine à laver est ennuyeuse, alors nous supposons qu'elle a compté moins que le clinquant nouvel internet.

Mais les technologies qui ont discrètement restructuré qui travaille, qui s'occupe des enfants et comment fonctionnent les ménages ont changé le monde plus que tout ce qui s'est contenté d'accélérer la communication.

À essayer: Listez les trois machines qui ont le plus changé votre quotidien ; remarquez combien peu d'entre elles ont un écran.

Supposez le pire des gens et vous obtenez le pire

Dans un village suisse, on a demandé aux habitants s'ils accepteraient d'accueillir un site de déchets nucléaires. La moitié a dit oui, par devoir civique. Puis les chercheurs ont proposé une compensation financière, et l'acceptation est tombée à 25 pour cent. L'argent avait évincé le sentiment de faire quelque chose pour la communauté. Chang relie cela à la crise financière de 2008, où le comportement égocentré des courtiers en prêts hypothécaires, des agences de notation et des banquiers a provoqué l'effondrement des subprime : concevoir des institutions autour de l'intérêt personnel a produit exactement les pires résultats prévus.

L'économie bâtit ses modèles sur l'homo economicus, la machine à calculer égocentrée. Mais la confiance et la coopération sont essentielles aux marchés, et des institutions comme la rémunération au résultat peuvent évincer la motivation intrinsèque. Supposez que les gens sont égoïstes et structurez les incitations en conséquence, et vous les entraînerez à être égoïstes. Le village suisse montre le mécanisme en miniature.

À essayer: Repérez un endroit où une incitation monétaire dans votre vie a remplacé la bonne volonté, et réfléchissez à ce qu'elle a coûté.

Une plus grande stabilité macroéconomique n'a pas rendu l'économie mondiale plus stable

Des années 1980 à 2007, les économistes ont célébré la « Grande Modération » : une faible inflation et une croissance régulière, présentées comme la preuve que l'indépendance des banques centrales et la dérégulation financière avaient dompté le cycle économique. Puis 2008 est arrivée, la pire crise financière depuis la Grande Dépression. La poursuite d'une faible inflation avait rendu l'économie plus fragile, et les marchés financiers dérégulés avaient accumulé en silence des risques systémiques tout ce temps.

La stabilité peut engendrer l'instabilité. Quand tout le monde croit que l'économie a été domptée, la prise de risque s'accroît et la régulation se relâche, préparant la catastrophe même que le calme était censé avoir abolie. La stabilité macroéconomique, mesurée en chiffres d'inflation, n'est pas la même chose qu'une économie stable.

À essayer: Méfiez-vous la prochaine fois que des experts déclareront que le cycle d'expansion et de récession est terminé ; demandez quels risques s'accumulent en dessous.

Les politiques de libre marché font rarement la richesse des pays pauvres

Les États-Unis étaient le pays le plus protectionniste au XIXe siècle, avec des droits de douane élevés tout au long de la période, suivant l'argument des industries naissantes d'Alexander Hamilton, développé plus tard par Friedrich List. La Corée du Sud et Taïwan d'après-guerre ont connu une croissance rapide grâce à une politique industrielle menée par l'État, à des subventions et au protectionnisme, et non à des politiques de libre marché. Pourtant, les pays riches d'aujourd'hui prescrivent le remède inverse aux pays pauvres.

Pratiquement tous les pays riches ont utilisé le protectionnisme et l'intervention de l'État pendant leur ascension. Le conseil « ouvrez vos marchés et ne vous mêlez pas d'industrie » est un conseil que leurs propres gouvernements n'ont jamais suivi. Chang utilise cette hypocrisie pour recadrer tout le débat sur le développement : la question n'est pas de savoir s'il faut intervenir, mais comment bien le faire.

À essayer: Quand on vous dit que les pays pauvres ont besoin de plus de libre-échange, regardez comment la Grande-Bretagne ou l'Amérique se sont industrialisées.

Le capital a une nationalité

Pendant la crise financière asiatique de 1997, les capitaux ont fui les pays asiatiques malgré les assurances du FMI. Le FMI a prescrit l'austérité aux pays asiatiques tandis que les capitaux occidentaux filaient vers la sortie, montrant exactement au service de quels intérêts se trouvait le système. Les multinationales, censées être des citoyens du monde sans attaches, ont rapatrié leurs profits vers leurs pays d'origine pendant la crise plutôt que de les réinvestir dans les pays d'accueil où elles opéraient.

Les capitalistes se soucient de leur pays d'origine. Quand la crise frappe, l'investissement étranger s'avère peu fiable, et les multinationales se comportent comme des entreprises nationales avec des succursales étrangères. Les pays pauvres qui dépendent du capital mondial sans attaches construisent sur le sable, et la crise de 1997 a montré ce qui arrive quand le sable bouge.

À essayer: Vérifiez où les multinationales présentes dans votre pays envoient leurs profits pendant les récessions ; la nationalité se voit dans le câblage.

Nous ne vivons pas dans un âge post-industriel

La Grande-Bretagne et l'Amérique n'ont pas cessé d'avoir besoin de l'industrie manufacturière ; elles ont simplement commencé à importer des produits manufacturés de Chine et d'autres pays. La désindustrialisation à domicile n'a été rendue possible que par des usines à l'étranger. L'industrie manufacturière reste centrale pour la prospérité parce qu'elle génère une croissance de productivité plus élevée et des emplois mieux payés que la plupart des secteurs de services, et sans elle, des services comme la finance ne peuvent pas soutenir à eux seuls une économie.

La « société post-industrielle » est une illusion comptable. Les pays riches consomment autant de produits manufacturés que jamais ; ils ont simplement sous-traité la fabrication. Le déclin de

l'industrie manufacturière dans les pays riches est un problème de politique, pas une évolution inévitable, et prétendre le contraire laisse des économies en équilibre sur une seule jambe de service, fragile.

À essayer: Regardez les étiquettes chez vous ; comptez combien d'objets du quotidien votre pays fabrique encore réellement.

Les États-Unis n'ont pas le niveau de vie le plus élevé du monde

En 2007, l'Américain moyen travaillait 1 804 heures par an ; le travailleur néerlandais moyen, 1 436. Le PIB par habitant des États-Unis est peut-être supérieur à celui des Pays-Bas ou des pays scandinaves, mais les Américains travaillent plus longtemps, prennent des vacances plus courtes, n'ont pas de couverture santé universelle et vivent avec plus d'inégalités. La qualité de vie de l'Américain moyen n'est pas la plus élevée du monde, quoi qu'en dise le classement du PIB.

Le PIB par habitant est un instrument grossier qui flatte les pays où les gens échangent loisirs et sécurité contre du revenu. Une fois qu'on compte les heures travaillées, les vacances, la santé et les inégalités, le classement se bouscule. Le niveau de vie, c'est la façon dont les gens vivent réellement, pas seulement ce que gagne le compte moyen.

À essayer: La prochaine fois que le classement du PIB d'un pays revient sur le tapis, demandez combien d'heures son travailleur moyen travaille.

L'Afrique n'est pas condamnée au sous-développement

La pauvreté de l'Afrique n'est pas inscrite dans sa géographie ou sa culture. Elle tient à l'héritage du colonialisme, à des règles commerciales injustes et aux mauvais conseils politiques des pays riches et d'institutions comme le FMI et la Banque mondiale. La croissance africaine fut en réalité plus rapide dans les années 1960 et 1970 que dans les années 1980, celles de l'ajustement structurel. Dans les années 2000, l'Éthiopie et d'autres pays africains ont connu une croissance rapide, et le succès relatif du Botswana montre que les pays africains peuvent prospérer avec les bonnes politiques.

« Destin » est le mot le plus paresseux de l'économie. Si la stagnation de l'Afrique était géographique ou culturelle, aucune politique ne pourrait la corriger ; puisqu'elle est historique et politique, la politique le peut. Le bilan des années 2000 prouve que le continent n'est pas condamné, seulement contraint — et ces contraintes ont des auteurs.

À essayer: Quand on vous décrit l'Afrique comme désespérée, allez vérifier le bilan de croissance du Botswana avant d'accepter ce cadre.

Les gouvernements savent choisir les gagnants

En 1968, le gouvernement sud-coréen décide de soutenir un géant de l'acier, POSCO. La Banque mondiale s'y oppose, le jugeant « non viable ». Le gouvernement fournit malgré tout prêts et

protection. POSCO est devenu l'un des producteurs d'acier les plus efficaces au monde, et le verdict des experts s'est dissous dans l'une des plus célèbres vindications de l'économie du développement.

L'affirmation selon laquelle les gouvernements ne peuvent pas choisir les gagnants industriels est mise à l'épreuve par des cas comme celui-ci, et elle échoue. Choisir des gagnants est difficile et les gouvernements se tromperont parfois, mais l'histoire de POSCO montre que l'alternative — laisser l'industrialisation au seul verdict du marché — aurait rayé des comptes l'un des grands succès industriels avant même qu'il ne commence.

À essayer: Trouvez dans votre pays une industrie bâtie par le soutien de l'État, et remontez la piste de ceux qui s'y opposaient au départ.

Enrichir les riches n'enrichit pas le reste d'entre nous

Les baisses d'impôts de Bush dans les années 2000 devaient libérer l'investissement ; elles n'ont produit aucune croissance de l'investissement. Depuis les années 1980, les revenus des plus riches ont explosé dans des pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni, tandis que la croissance des revenus médians a nettement ralenti. Les riches épargnent une grande partie de leurs revenus, mais cette épargne ne se transforme pas nécessairement en investissement productif.

Enrichir les riches n'enrichit pas tout le monde. Une fiscalité plus lourde sur les riches peut financer l'investissement public productif, voie bien plus fiable vers la croissance que d'attendre que le surplus du sommet dégoutte vers le bas. La promesse du trickle-down court depuis des décennies, et le salaire médian attend toujours.

À essayer: Sortez le bilan de votre pays depuis les années 1980 : revenus des plus hauts contre revenus médians, côte à côte.

Les managers américains sont trop chers

Un PDG américain type gagne 300 à 400 fois le salaire d'un ouvrier moyen ; un PDG japonais, environ 10 fois. Il n'existe aucun écart de productivité correspondant entre les entreprises qu'ils dirigent. Le ratio entre rémunération des PDG et salaire moyen aux États-Unis a grimpé en flèche des années 1980 aux années 2000, et la performance des entreprises n'a pas suivi.

Si la rémunération des PDG reflétait un talent rare, l'écart entre dirigeants américains et japonais se verrait dans les résultats. Il ne s'y voit pas. Chang attribue largement la différence aux relations de connivence dans les conseils d'administration, non aux forces du marché : les dirigeants fixent en pratique la rémunération les uns des autres, et le marché du contrôle des entreprises ne ressemble en rien au marché du travail du commun des mortels.

À essayer: Cherchez le ratio de rémunération de la plus grande entreprise que vous connaissez, puis demandez quelle preuve justifie ce multiple.

Les habitants des pays pauvres sont plus entrepreneurs que ceux des pays riches

Dans beaucoup de pays pauvres, 30 à 50 pour cent de la population active travaille à son compte, contre 10 à 15 pour cent dans les pays riches. En Éthiopie, une forte proportion de la population active est composée d'entrepreneurs à leur compte, qui tiennent des étals de rue et des micro-entreprises par nécessité. Dans les pays riches, la plupart des gens sont salariés. Ce qui manque aux entrepreneurs des pays pauvres, ce n'est pas l'énergie, c'est l'accès au capital et aux marchés.

Le stéréotype du pauvre passif et dépendant de l'aide est à l'envers. La nécessité engendre une énergie entrepreneuriale d'une ampleur que les pays riches ne peuvent égaler. La contrainte déterminante n'est pas le caractère mais le capital et l'accès aux marchés — ce qui change ce que la politique de développement devrait réellement fournir.

À essayer: Comptez les travailleurs indépendants que vous connaissez dans votre propre pays ; la proportion vous surprendra.

We are not smart enough to leave things to the market

Complex financial instruments like derivatives and credit default swaps are beyond anyone's ability to price correctly; even their creators did not fully understand them. The belief that financial markets could self-regulate ran straight into the 2008 meltdown, a catastrophic failure that required massive government intervention to contain.

Markets are complex systems, and some of what trades in them is too complicated for the humans who built it. Leaving such markets to regulate themselves is not humility about government; it is arrogance about markets. Someone must set rules, and the only question is whether they are written before the crash or after it.

À essayer: Ask anyone selling you a complex financial product to explain it in one sentence; watch what happens.

More education in itself is not going to make a country richer

South Korea in 1960 had lower education levels than several countries that subsequently grew much more slowly. The Philippines and Argentina had high education levels but slow growth, while East Asian economies with less schooling grew fast. Expanding education without creating high-productivity jobs produces 'educated unemployment' or mass emigration of skilled workers.

The link between education and growth is weak, which shocks anyone raised on 'education, education, education'. Education is necessary but nowhere near sufficient: what matters is whether an economy creates jobs that can use the skills. Otherwise you train people to leave, or to wait.

À essayer: Check where your country's top graduates emigrate to; that gap is the education-growth gap in action.

What is good for General Motors is not necessarily good for the United States

General Motors was once the symbol of American industrial might, and it went bankrupt in 2009. Between 1999 and 2009, US multinationals cut 2.9 million jobs in the United States while adding 2.4 million jobs overseas. Corporate success and national interest had visibly diverged: the companies thrived abroad while the country's workers paid the price.

Identifying corporate interests with national interests is a rhetorical trick that lets companies claim public purpose while acting privately. A company can be profitable and still hollow out the country that hosted it. When a CEO says something is good for the nation, check whose payroll the numbers come from.

À essayer: When a company claims its interests are the country's, look up where it added jobs in the last decade.

Despite the fall of communism, we are still living in planned economies

Giant corporations like Walmart plan production and distribution on a massive scale, effectively performing central planning for their supply chains. Multinational companies trade internally across borders, so a large part of the world economy is planned by corporations rather than by markets. Even the US economy is shaped by government planning through procurement, regulation, and subsidies.

The fall of communism did not end planning; it privatized it. Modern economies are planned to some degree, the only question is by whom: governments, or the internal hierarchies of corporations. Once you see Walmart as a planned economy with a border, the market-versus-plan debate looks like a question of scale and accountability, not kind.

À essayer: Trace one product's journey from raw material to shelf; count how many steps were planned, not priced.

The market does not reward intelligence and education

Teachers and scientists, many of them highly educated, earn modest incomes, while some financiers with no greater intelligence earn hundreds of times more. Market rewards do not correspond to social contribution or ability. And equality of opportunity, taken seriously, would require radical interventions most of its advocates refuse: abolishing inheritance, heavily regulating parenting.

Pay is not a measure of worth, and 'equality of opportunity' as usually preached is a slogan, not a programme. If opportunity truly started equal, inheritance would have to go and parenting would need regulating, proposals nobody serious advances. What we have is a market that prices scarcity and position, not merit.

À essayer: List five jobs society could least do without, then rank them by pay; sit with the mismatch.

Un État fort rend les gens plus ouverts au changement

Au Danemark et en Suède, des marchés du travail flexibles coexistent avec une protection sociale généreuse, une combinaison parfois appelée « flexicurité ». Les travailleurs protégés contre les risques du chômage acceptent le changement, se forment et passent d'un emploi à l'autre. La mondialisation a été absorbée relativement sans heurts en Scandinavie, tandis qu'aux États-Unis, où l'État-providence est plus faible, elle a suscité une réaction de rejet.

L'intuition selon laquelle la protection sociale rend les travailleurs paresseux inverse les faits. La sécurité est ce qui rend la prise de risque rationnelle : un travailleur qui dispose d'un filet de sécurité peut embrasser les nouvelles technologies, les nouvelles industries et les nouveaux emplois. Le big government ne résiste pas au changement ; il rend les gens ouverts à celui-ci, ce qui est exactement ce dont une économie en mutation a besoin.

À essayer: La prochaine fois qu'un changement est annoncé au travail, remarquez à quel point vous seriez plus serein avec six mois de sécurité.

Les marchés financiers doivent devenir moins, et non plus, efficaces

L'efficacité des marchés financiers au sens technique a permis une spéculation qui déstabilise l'économie réelle, la croissance du trading de dérivés alimentant la crise de 2008. Chang plaide pour une taxe Tobin, une petite taxe sur les transactions financières, afin de ralentir la spéculation et de « jeter du sable dans les rouages » de la finance, et pour un rétrécissement du secteur financier par rapport à l'économie réelle.

L'efficacité en finance signifie la vitesse, et la vitesse signifie que l'instabilité se propage à tout le reste. Un marché qui traite des transactions en millisecondes ne sert pas l'économie qui produit les biens réels. La friction délibérée, par le biais de taxes sur les transactions et d'un secteur financier plus petit, n'est pas du sabotage ; c'est de l'ingénierie pour la stabilité.

À essayer: Additionnez les frais que vous payez au système financier chaque année, puis demandez-vous quelle stabilité vous avez obtenue en échange.

Une bonne politique économique ne nécessite pas de bons économistes

Nombre des décideurs politiques derrière l'industrialisation de l'Asie de l'Est étaient des ingénieurs, des juristes ou des militaires plutôt que des économistes. Le boom économique d'après-guerre en Europe et au Japon a été géré par des politiciens et des bureaucrates, et non par des économistes professionnels. Les plus grandes histoires de croissance de l'histoire ont été bâties par des gens qui n'avaient jamais suivi de diplôme en économie.

L'élaboration d'une politique économique réussie ne dépend pas des économistes professionnels. Ce qu'elle exige, c'est le bon sens, une vision morale et le courage politique, des

qualités plus rares que l'expertise technique. Le mystique de l'économiste est lui-même un artefact politique, et le point final de Chang ramène discrètement l'expertise à sa place propre et modeste.

À essayer: Lisez une proposition de politique économique et demandez-vous ce qu'en dirait un ingénieur sensé, et non un économiste.

Comment reconstruire l'économie mondiale

La crise de 2008 a montré que le modèle du libre marché avait échoué, et Chang se conclut par un plan pour ce qui vient ensuite : un capitalisme réformé avec une régulation gouvernementale plus forte, une distribution des revenus plus égalitaire, un réaccent mis sur l'industrie manufacturière, et un système financier plus lent et plus stable. Il suggère des contrôles de capitaux, une fiscalité progressive, un investissement public dans les infrastructures et l'éducation, une gouvernance d'entreprise qui considère les parties prenantes au-delà des actionnaires, et des politiques commerciales stratégiques pour développer les industries nationales.

La conclusion transforme les 23 arguments du livre en un programme : plus de contrôle gouvernemental, et non moins, est la leçon que le krach a enseignée. Le modèle néolibéral qui a produit la crise n'est pas la seule forme que le capitalisme peut prendre, et choisir entre ses variantes est une décision politique, et non technique.

À essayer: Choisissez une proposition de cette liste, contrôles de capitaux ou taxe sur les transactions, et découvrez la position actuelle de votre pays à ce sujet.

Les meilleures citations

- "la machine à laver a changé le monde davantage qu'Internet" - Ha-Joon Chang
- "non viable" - Banque mondiale (à propos de POSCO, cité par Chang)
- "jeter un peu de sable dans les rouages » de la finance" - Ha-Joon Chang
- "chômage éducatif" - Ha-Joon Chang

Limites

Des critiques ont fait valoir que certaines cibles de Chang sont des hommes de paille : très peu de défenseurs sérieux du capitalisme plaident pour un marché totalement sans restriction, si bien qu'abattre cette position extrême peut sembler une déformation. Ses vastes affirmations historiques sur le protectionnisme et la croissance compressent des dossiers complexes en anecdotes percutantes, et certains lecteurs voudront plus d'engagement avec les cas où l'intervention de l'État a échoué. Chang est aussi meilleur en démolition qu'à préciser exactement quel degré de contrôle gouvernemental suffit. Le livre est une polémique par conception, ce qui le rend stimulant mais sélectif.

En une phrase

Chaque « vérité » du libre marché qu'on vous a racontée a été brisée, tordue ou inventée par les pays mêmes qui insistent aujourd'hui pour que vous la suiviez.

Pour qui

Quiconque a déjà senti que les arguments du libre marché sonnent élégamment mais décrivent un monde qui n'existe pas. Le livre sera précieux pour les étudiants, les électeurs et quiconque dans un pays en développement pèse les conseils de politique standard.